



ORGANISATION SUISSE
D'AIDE AUX RÉFUGIÉS

www.osar.ch

Rapport annuel 2015 bit.ly/1YGsKKt

Intégrer les personnes en fuite – le moment est venu

Pages 2 et 3

Familles d'accueil de l'OSAR

Page 4

Stop aux renvois Dublin en Hongrie!

Page 7

La violence et la misère augmentent
en Afghanistan

Page 8

L'OSAR construit des ponts

Page 12

Chère lectrice, cher lecteur



L'année 2015 entrera dans les annales comme l'année de la crise des migrants. Quant à l'année en cours, il est évident qu'elle sera également marquée par les conflits en Syrie et en Irak, en Afghanistan et dans de nombreux pays afri-

cains que des centaines de milliers de personnes continuent de fuir. Ces gens arrivent chez nous après un voyage souvent périlleux. Le mot que l'on entend actuellement dans toutes les bouches est celui de l'intégration. Il s'agit d'aider ces personnes à prendre pied et de leur offrir de nouvelles perspectives.

De nombreuses Suissesses et Suisses font preuve d'un engagement fantastique en faveur des réfugiés. Ils proposent leur maison ou leur appartement pour une vie en communauté, donnent du temps, apprennent l'allemand aux nouveaux arrivants ou font des dons. Certains vont même jusqu'en Hongrie et en Serbie sur la route des Balkans, ou encore sur l'île grecque de Lesbos, pour apporter leur aide sur place. Lors de cet engagement exceptionnel se tissent des liens et des amitiés précieuses, une base optimale pour que l'intégration soit une réussite.

Pour l'aide aux réfugiés, plus de 600 Suissesses et Suisses se sont inscrits en 2015 pour accueillir des réfugié-e-s chez eux, dans le cadre du projet de familles d'accueil de l'OSAR. Quel cri d'espoir! Aujourd'hui, d'innombrables initiatives privées ont été mises en place et les cantons s'engagent également dans le domaine de l'hébergement chez des particuliers. Mais il y a encore des progrès à faire au niveau des obstacles administratifs qui empêchent les gens de participer rapidement à la vie en communauté et d'entrer dans le monde du travail, les obligeant à rester seuls face à eux-mêmes sans rien faire.

L'année 2015 a également été synonyme de changement à la tête de l'OSAR. Après avoir occupé pendant des années le poste de secrétaire général, Beat Meiner a quitté l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés au cours de l'été 2015. Nous profitons de cette occasion pour le remercier de son travail en faveur des réfugiés et de l'OSAR.

Chère lectrice, cher lecteur, nous vous souhaitons une lecture passionnante et vous remercions pour votre soutien, sans lequel nous ne pourrions pas avancer.

Isabelle Bindschedler, présidente du Comité



Bientôt indépendant professionnellement: Milad Kourie de Syrie montre ses talents d'orfèvre.

Intégrer les personnes en fuite – le moment est venu

En 2015, le nombre de demandes d'asile de personnes fuyant la Syrie et les pays limitrophes, ainsi que les foyers de crise en Afrique, n'a cessé d'augmenter. Les rapports et les photos sur les tragédies que vivent les réfugiés en Méditerranée et sur la route des Balkans ont incité de nombreuses Suissesses et Suisses à agir. *par René Worni, rédacteur*

Des photos de misère et de désespoir font le tour du monde. Elles motivent beaucoup de personnes à aller apporter une aide concrète sur place où même les actions humanitaires les plus urgentes font défaut en raison de l'inertie des processus politiques européens. Certains pays vont même jusqu'à aggraver le destin de ces gens en fermant les frontières et en criminalisant les migrants, au lieu de leur accorder la protection et le refuge auxquels ils peuvent prétendre sur la base de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Ce sont donc principalement des particuliers qui approvisionnent les gens avec les produits d'urgence sur la route des

Balkans, les îles de la mer Egée ou encore sur les côtes du sud de l'Italie.

En Suisse également, des membres de la société civile s'engagent sous la pression de la crise des réfugiés et mettent en place les projets et les propositions les plus divers avec un engagement sans faille pour ne pas laisser croupir à l'écart dans des bunkers ou des casernes anonymes ceux qui ont réussi à atteindre la Suisse après un voyage dont l'issue aurait pu être fatale. L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR reçoit ainsi chaque semaine plusieurs centaines de demandes de personnes prêtes à s'engager en faveur des nouveaux arrivants. Pour maîtriser



© OSAR / R. Schoen

ce flot de demandes, l'OSAR a mis en place la plateforme de solidarité «Je souhaite aider les personnes réfugiées», qui répertorie actuellement plus de 100 offres partout en Suisse et ne cesse d'évoluer.

Projets d'hébergement, collectes de vêtements, cours d'allemand

Les possibilités de s'engager bénévolement en faveur des demandeurs d'asile sont variées: ce peut être par le biais d'un hébergement, de dons en nature ou en argent, de cours d'allemand, d'autres aides pratiques au quotidien ou encore par une aide sur place, par exemple sur la route des Balkans ou sur l'île grecque de Lesbos.

Dans le secteur de l'hébergement, l'OSAR a dès 2013 donné un signal important avec son projet de familles d'accueil OSAR dans les cantons de Genève, Vaud, Berne et Argovie. Le projet a continué à évoluer en 2015 (voir texte ci-après). Entre-temps, beaucoup d'autres projets privés ont vu le jour et se sont établis sur le plan national, cantonal ou local. Cela va de la chambre en colocation à des offres à l'attention des mineur-e-s non accompagné-e-s, en passant par les familles d'accueil qui mettent à disposition une partie de leur maison ou appartement et partagent leur quotidien avec les demandeurs d'asile.

De nombreux bénévoles donnent des cours d'allemand ou accompagnent les demandeurs d'asile auprès des autorités, en leur expliquant les us et coutumes en Suisse ou en partageant leurs loisirs avec eux. D'autres collectent des vêtements et des objets d'usage courant; il existe des bourses d'échange sur Internet ou d'autres plateformes sur lesquelles les demandeurs d'asile et les locaux peuvent se donner rendez-vous pour un souper. La musique est également au rendez-vous, par exemple avec la chorale de réfugiés «S'isch äben e Mönsch», la «Chorale des nations» ou encore les concerts dans le club de jazz «Bird's Eye» à Bâle, gratuits pour les demandeurs d'asile.

L'un des plus beaux exemples de l'engagement civil d'envergure nationale a été la commune bernoise de Riggisberg, dans laquelle de nombreux volontaires se sont mobilisés avec beaucoup de cœur en faveur des habitant-e-s du centre de transit du village entre l'été 2014 et la fin 2015. L'OSAR a pu apporter beaucoup d'élan au cas de Riggisberg et développe actuellement un projet intitulé «Construire des ponts» pour utiliser l'expérience acquise (voir page 12).

Intégration – la seule réponse

Jusqu'à la fin 2015, 39 523 personnes ont déposé une demande d'asile en Suisse (2014: environ 24 000 demandes d'asile). A titre de comparaison: en Europe, la moyenne des demandes a doublé par rapport à 2014. Pour 2016, la Confédération ne souhaite pas donner de chiffres prévisionnels. Le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) part du principe qu'il y aura «guère moins de demandes d'asile qu'en 2015». La grande majorité des migrants ne pourra pas rentrer dans son pays d'origine. Dans la classe politique, mais également dans les communes, il est donc de plus en plus clair que la seule réponse possible à cette situation est d'intégrer des demandeurs d'asile à la société. Outre la langue, le travail joue également un rôle majeur à cet égard. Le Conseil fédéral a enfin indiqué vouloir procéder aux ajustements nécessaires au niveau des ordonnances et des directives, mais également de la loi et ainsi faciliter l'accès des demandeurs d'asile au marché du travail.

🔗 Plateforme de solidarité OSAR: bit.ly/1SsAy4m

🔗 Intégration professionnelle: bit.ly/1PrqDr2

Faciliter l'accès au marché du travail

Des études montrent que seule une personne provisoirement admise sur quatre travaille. Les obstacles administratifs à une autorisation de travail sont en général difficiles à franchir et incompatibles avec la concurrence dans l'économie privée, ce qui effraie les employeurs potentiels. En outre, de nombreux employeurs partent toujours du principe que les étrangers et étrangères admis à titre provisoire quitteront rapidement la Suisse. En réalité, ils restent plusieurs années dans le pays. Les crises au Moyen-Orient ont en outre fait évoluer la situation, et les personnes originaires de Syrie par exemple ne seront probablement pas en mesure de retourner dans leur pays d'origine avant bien longtemps.

L'OSAR salue donc les amendements légaux prévus pour éliminer les obstacles administratifs au travail des personnes admises à titre provisoire: les employeurs ne seront plus obligés de demander d'autorisation de travail pour les personnes admises à titre provisoire, mais devront simplement les déclarer. L'OSAR s'engage pour que l'accès au marché du travail soit également simplifié pour les demandeurs d'asile, afin qu'ils puissent rapidement s'intégrer à la société et subvenir à leurs propres besoins. (RWo)

🔗 Prise de position de l'OSAR pour la simplification de l'accès au marché du travail: bit.ly/1QV98mF (en allemand)

Un statut de protection efficace au lieu d'une «admission provisoire»

Le statut d'admission provisoire est problématique en de nombreux égards: les personnes admises à titre provisoire ne peuvent prétendre au regroupement familial qu'après trois ans, à condition qu'elles disposent d'un logement suffisamment grand et qu'elles ne soient pas tributaires de l'aide sociale. Elles ne peuvent voyager en dehors de la Suisse que dans des cas exceptionnels, ce qui rend difficile le

contact avec leurs proches dans d'autres pays européens. Ces limitations ne sont pas justifiées du fait que les personnes concernées ont un besoin de protection reconnu et séjournent généralement en Suisse depuis plusieurs années. Pour cette raison, l'OSAR exige le remplacement de l'admission provisoire par un statut de protection efficace et la suppression de la notion de «provisoire». (SN)

Un nouveau chez-soi grâce aux familles d'accueil de l'OSAR

Des centaines de familles se sont inscrites auprès de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR afin d'accueillir des réfugiés chez eux. Après une longue phase de préparation, le projet de familles d'accueil de l'OSAR est sur la bonne voie. *par Stefan Frey, porte-parole de l'OSAR, responsable du projet de familles d'accueil OSAR*



A peine arrivé dans la famille, déjà inséparables.

© Vanessa Cardoso

Le projet de familles d'accueil de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR a pour objectif d'offrir un hébergement plus rapide et efficace que les structures d'hébergement des cantons qui laissent souvent à désirer. Il ne s'agit pas d'un hébergement d'urgence, mais de la construction d'une nouvelle vie dans un nouveau pays. Plus rapidement les gens se sentent acceptés, plus il leur sera facile de s'intégrer à la nouvelle société qui est généralement compliquée à leurs yeux. Les pre-

miers pas vers l'intégration doivent donc débiter sitôt après leur arrivée dans le pays; dans l'idéal même dès leur enregistrement auprès des autorités fédérales et leur répartition dans les cantons.

Les freins à l'intégration dans le système actuel

La réalité est malheureusement tout autre: certains cantons empêchent le placement chez des particuliers pour les personnes ne disposant pas

encore d'un statut de réfugié. Simultanément, les demandes des réfugiés venant de Syrie, d'Erythrée ou d'Afghanistan ne sont pas traitées en priorité, l'Etat préférant favoriser les demandes des requérant-e-s qui n'ont pratiquement aucune chance de rester (par ex. ceux issus du Nigeria, de la Tunisie, du Sénégal etc.).

Ce qui peut répondre à une certaine logique dans les cas voués à l'échec a toutefois des répercussions désastreuses sur les personnes qui ont de bonnes chances d'être reconnues en tant que réfugiés en raison des délais d'attente considérables. Celles-ci sont bloquées pendant des mois, voire des années, dans une procédure à l'issue incertaine, sans véritable perspective d'améliorer la langue, de trouver un travail ou un appartement. Leur recours à l'aide sociale est donc la voie toute tracée.

Les familles d'accueil de l'OSAR pour briser la fatalité

Le projet de familles d'accueil s'est donné pour vocation de rompre ce cercle vicieux: procédure longue, manque de motivation, résignation, aide sociale. Ainsi, dans les cantons de Vaud et de Genève, la priorité numéro un est désormais de placer chez des particuliers les requérant-e-s d'asile venant d'Erythrée, de Syrie, de Somalie et d'Afghanistan, indépendamment de leur statut en matière d'asile. Quand un requérant d'asile obtient un statut de réfugié et doit passer d'une unité administrative à une autre, il a dorénavant la possibilité de rester dans sa famille d'accueil.

Les premières expériences montrent que toutes les parties prenantes tirent profit de cette nouvelle approche. Les réfugiés apprennent la langue très rapidement, s'ouvrent à la culture étrangère et s'engagent en faveur de leur avenir professionnel. Les familles d'accueil parlent d'un enrichissement durable de leur vie grâce aux échanges avec une autre culture. En outre, les participants sont tout à coup une partie de la solution et non plus de simples observateurs.

Le concept présente également des avantages économiques. Un adulte coûte par exemple 24 000 francs suisses d'aide sociale au canton de Neuchâtel. Il suffit donc de calculer les impôts qui peuvent être économisés si cinquante familles d'accueil font en sorte qu'environ 1 000 personnes ne dépendent pas ou moins longtemps de l'aide sociale dans le cadre d'un concept à l'échelle de la Suisse. Si le concept réussit à s'établir sur l'ensemble du territoire, l'Etat et la société profiteront de valeurs ajoutées non négligeables.

La société civile s'engage en faveur des réfugiés

Le projet de familles d'accueil de l'OSAR a été lancé en automne 2013 avec un appel à la population suisse d'accueillir des réfugiés chez elles. Il s'étend actuellement dans les cantons de Vaud, Genève, Berne et Argovie. En 2015, plus de 600 Suissesses et Suisses se sont inscrits auprès de l'OSAR pour mettre à disposition une surface habitable et partager leur quotidien avec des requérant-e-s d'asile. Le fonctionnement dans les quatre cantons

pilotes est très différent et laborieux. Il a permis à l'OSAR de placer près de 40 personnes dans 30 familles d'accueil en 2015.

Le projet a permis de favoriser la discussion sur la participation de la société civile à l'hébergement et à l'intégration des réfugiés en Suisse et de créer dans de nombreux cantons d'autres projets en faveur de l'hébergement de requérant-e-s d'asile dans des familles et chez des particuliers. (RWo)

Familles d'accueil OSAR: bit.ly/1LKyKg1

La politique européenne en matière de réfugiés et d'asile vole en éclats

par Karl Kopp, chef du service Europe de l'organisation allemande Pro Asyl (extrait)

Depuis l'été 2015, la question des réfugiés est considérée comme le plus grand défi, voire comme un défi historique (...) pour l'Europe. Jamais dans son histoire, l'Union européenne (UE) n'a dû agir comme une communauté. Le manque de volonté des 28 Etats d'accueillir les personnes en quête de protection avec humanité, dignité et solidarité a plongé l'Union dans une véritable crise existentielle. Il s'agit d'un tout. (...) Les faits sont là: il n'existe pas de système d'asile européen harmonisé, bien que les pays membres de l'UE se penchent sur la question depuis 1999 et ont désormais approuvé des directives sur les

aspects majeurs du droit d'asile. Le système de protection existant en réalité dans l'UE est toujours un fatras de règles; un droit d'asile commun qui respecterait les droits de l'homme n'est pas pour demain.

La fuite par la mer

Les réfugiés arrivent principalement par la voie la plus dangereuse, à savoir la mer. Jusqu'au 19 octobre 2015, l'Italie et la Grèce ont enregistré 635 498 arrivées par voie maritime et 3135 décès en Méditerranée centrale et dans la mer Egée, la zone maritime entre Turquie et Grèce.

L'UE se désigne elle-même comme un «Espace de liberté, de sécurité et de droit». Les réfugiés risquent leur vie afin d'y trouver refuge. Dans le concept européen, la fuite et l'accueil ne peuvent s'envisager qu'au péril de sa vie, vu que l'UE et ses Etats membres n'offrent aucune voie de fuite légale et sans danger. En Grèce (2012) et en Bulgarie (2013/2014), les frontières avec la Turquie ont ainsi tour à tour été fermées de manière presque hermétique. Bilan du régime frontalier européen: au moins 30 000 morts depuis l'an 2000. (...)

La misère continue sur le sol européen

Mais même pour ceux qui ont survécu à la traversée, le martyr ne s'arrête pas après leur arrivée sur les côtes européennes. «Ils s'exposent au chaos, à des humiliations, à l'exploitation et à des dangers aux frontières», expliquait le commissaire aux réfugiés de l'ONU, M. Guterres, le 4 septembre 2015.



Abdel, 28 ans de Syrie, pose à côté de son lit dans un centre sportif transformé en hébergement pour réfugiés à Berlin. Il est pris en charge par une ONG locale.

© laif / G. Welters

Depuis juillet 2015, la misère des réfugiés se suit en direct, avec des émissions en live filmées sur les îles touristiques grecques de Lesbos et Kos, dans la région frontalière entre la Grèce et la Macédoine et tout au long de la route des Balkans. La catastrophe humanitaire a fait l'objet d'une documentation sans failles: des gens épuisés, parmi eux beaucoup d'enfants, continuent de courir vers le centre de l'UE, sans abri, sans soins médicaux, sans pouvoir manger tous les jours et dans des conditions d'hygiène épouvantables.



«Je m'engage pour les réfugiés...

...parce que je désire promouvoir la solidarité et la construction de ponts entre les peuples.»

Désiré Nsanzineza, collab. externe de l'OSAR, logisticien, catéchiste en formation

Des appels quotidiens émanant d'initiatives privées, d'organisations humanitaires et de l'ONU pour aider les personnes privées de leurs droits sont restés sans réponse. (...) Des initiatives principalement privées doivent assurer la simple survie des réfugiés le long de ce chemin de la misère et continuent de le faire. (...)

Hot spots – Tentatives de réanimation de la part de Dublin

Les hot spots, ces zones d'attente aux frontières de l'Europe, et un mécanisme de distribution de notes doivent désormais compléter le système de répartition de Dublin, qui est en réalité un échec depuis longtemps, et le maintenir en vie artificiellement.

Dans une situation où seuls quelques rares pays de l'UE accueillent encore des réfugiés, ces concepts ne semblent offrir aucune solution de rechange. En réalité, il s'agit de concepts irréalistes et très problématiques en matière de droits de l'homme. Les hot spots en Grèce et en Italie, ou ailleurs si les chemins empruntés par

les réfugiés devaient changer, ne mettront pas un terme à la misère aux bords de l'Europe. Bien au contraire: de nombreuses questions restent sans réponse et on craint de voir apparaître de nouveaux centres de rétention où les réfugiés croupissent pour une durée indéterminée.

(...) Une grande partie des réfugiés continueront de devoir tracer leur propre chemin vers l'Europe, avec l'aide de passeurs et souvent au péril de leur vie. Et même ceux qui réussissent à gagner l'un des rares lieux de relocalisation disponibles dans les zones d'attente ne peuvent aucunement prétendre choisir librement leur pays d'accueil. Ils sont généralement envoyés dans un pays de l'UE qui leur est imposé et doivent s'engager à y rester. S'ils poursuivent leur route, ils sont immédiatement reconduits dans ce pays. (...)

Les réfugiés qui ont participé à la «marche de l'espoir» en Hongrie en brandissant le drapeau européen ont été accueillis avec joie en Autriche et en Allemagne. Cet exemple a renforcé les initiatives dans d'autres pays. Il a également montré que les réfugiés sont les derniers à croire encore en l'Europe et en sa promesse de liberté. Pendant que les uns appellent à une politique des réfugiés différente, les mouvements populistes et racistes prennent de l'ampleur en Europe, et les gouvernements européens tentent de trouver une ligne de conduite commune pour la politique des réfugiés lors d'interminables sommets de crise.

S'il doit exister une solution à la crise existentielle que traverse actuellement l'Europe, il faut rapidement qu'une «coalition des volontaires» se forme pour réorganiser la protection des réfugiés en Europe. (...)

* Pro Asyl est l'organisation partenaire allemande la plus importante de l'OSAR

Le texte complet de Karl Kopp a été publié dans le magazine Asile n° 4/15, créé par l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR.

La «crise migratoire» et les statistiques

par Robin Stünzi, doctorant au Centre de droit des migrations à l'Université de Neuchâtel

Il est indéniable qu'une tragédie humanitaire se déroule actuellement. Afin de démonter ce mythe de «l'invasion», un certain nombre de chiffres nécessitent des corrections et une mise en contexte. Ainsi, le chercheur Nando Sigona a récemment contesté les méthodes de l'agence FRONTEX qui annonçait avoir relevé 710 000 entrées durant les 9 premiers mois de 2015 en faisant remarquer que celle-ci risquait de comptabiliser les entrées plusieurs fois. (...)

C'est notamment le cas du nombre constamment répété de 800 000 demandeuses et demandeurs d'asile attendus en Allemagne pour 2015, qui relève d'un phénomène de glissement médiatique que le géographe Etienne Piguet a bien décrit, ou des prévisions contenues dans le récent rapport de la Commission européenne sur les prévisions économiques évoquant 3 millions de migrants supplémentaires attendus en Europe d'ici 2017. (...) Les acteurs médiatiques et politiques utilisant ces chiffres omettent généralement de dire qu'ils représentent un scénario possible parmi de nombreux autres.

Comme le précise Etienne Piguet, les statistiques des demandes d'asile effectivement déposées sont plus fiables de ce point de vue car elles reposent sur un acte administratif officiel. Selon ces données, 362 153 demandes d'asile ont été déposées en Allemagne entre janvier et octobre 2015. (...) A l'échelon européen, les demandes

d'asile déposées durant les 9 premiers mois de l'année 2015 atteignent environ 730 000 unités pour l'UE+ (incluant la Suisse et la Norvège).

Toutefois, les données utilisées par EURO-STAT ont également fait l'objet de critiques; un chercheur allemand a montré que les chiffres pour 2014 et 2013 étaient largement surestimés (environ 25 % pour 2014 et 30 % pour 2013) en raison de doubles comptages. (...) Dans une perspective internationale, il faut rappeler qu'environ 60 millions de personnes sont actuellement déplacées de force à l'échelle mondiale et près de 90 % d'entre elles se trouvent dans les pays en développement. Compte tenu de l'ampleur des crises qui se déroulent à proximité de son territoire, l'Europe n'est touchée que très marginalement par ce phénomène. Et même si le nombre de demandes d'asile atteignait le million cette année, le rapport avec la population totale que compte l'UE (environ 500 millions d'habitants) s'élèverait à 0,2 %. (...)

Car les images et les récits dramatiques présentés quotidiennement dans nos médias sont avant tout le produit de politiques forçant les personnes en quête de protection internationale à emprunter les voies terrestres et maritimes les plus dangereuses en les empêchant d'accéder légalement au territoire européen.

Lisez le texte entier: bit.ly/1RVSa6t

Des faits plutôt que des mythes

Les débats publics sur l'asile et la migration sont souvent emprunts de mythes et d'opinions, sans que soit prise en considération la réalité des faits. En collaboration avec le Réseau suisse de jeunes chercheurs et chercheuses en études des migrations, l'OSAR a fondé la rubrique «Des faits plutôt que des mythes» sur son site internet. L'OSAR et le Réseau souhaitent questionner ces mythes et alimenter ainsi objectivement le débat. (RWo)

Des faits plutôt que des mythes:
bit.ly/1FYJAA4



Fuir la guerre en Syrie, province de Sanliurfa, Turquie du sud.

© afp / B. Kilic

Stop aux renvois!

Pendant le second semestre 2015, la tragédie des réfugiés s'est aggravée et des milliers de personnes en détresse ont essayé de rejoindre l'Europe en empruntant la route des Balkans. En raison de la sursollicitation et de la politique des réfugiés restrictive de certains pays d'Europe de l'Est, en particulier la Hongrie, l'OSAR et d'autres ONG ont appelé à l'arrêt des renvois. *par René Worni, rédacteur*

Pendant la seconde moitié de l'année sous revue, l'itinéraire emprunté par les réfugiés a changé. De plus en plus de personnes, principalement issues des zones en guerre de Syrie et des pays voisins, mais également d'Afghanistan, ont essayé de se rendre au centre, à l'est et au nord de l'Europe depuis la Turquie en passant par la Grèce, la Macédoine, la Serbie et la Hongrie. Cette route appelée «route des Balkans» fait désormais régulièrement la une des journaux.

Les pays des Balkans réagissent de manière extrêmement restrictive à l'afflux de réfugiés, notamment la Hongrie qui en a vu arriver près de 170 000 en septembre dernier. Ils ont érigé des clôtures aux frontières, rendu les lois plus strictes et quelquefois même emprisonné ou hébergé dans des camps de fortune les personnes en quête de protection. Les conditions d'approvisionnement sont tout simplement insuffisantes. Ce sont principalement des volontaires venant d'Europe de l'Ouest qui essaient d'aider les réfugiés en leur apportant le strict minimum sous forme d'aliments, de vêtements et de médicaments. Dans ces circonstances, les personnes en quête de protection ont peu de chances de recevoir la

protection à laquelle elles peuvent prétendre selon la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, ainsi que de profiter d'une procédure d'asile ordinaire et juste. Simultanément, la pression exercée sur l'Italie par les réfugiés arrivant par la Méditerranée n'a pas baissé.

En septembre 2015, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés a donc officiellement exigé un arrêt des renvois des cas Dublin (non-entrée en matière) vers la Hongrie en faisant valoir l'arrivée quotidienne de 4000 nouveaux réfugiés en Grèce et l'aggravation de la situation sur la route des Balkans. La Suisse doit en effet contrôler elle-même les demandes d'asile en application de la clause d'entrée.

En parallèle, la Cour européenne des droits de l'homme a stoppé préventivement trois renvois vers la Hongrie. La cour administrative autrichienne et divers tribunaux administratifs allemands sont également partis du principe que la Hongrie n'était pas un Etat sûr pour les requérant-e-s d'asile. Ces décisions confirment les estimations de l'OSAR. Simultanément, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) a toutefois accéléré la pratique de renvoi des cas de non-en-

trée en matière (Dublin) vers l'Italie, la Grèce et la Hongrie. Les demandes de personnes venant de Syrie et d'Afghanistan n'ont plus été traitées en priorité, alors que ces gens doivent obtenir le plus rapidement possible une protection et une intégration en Suisse.

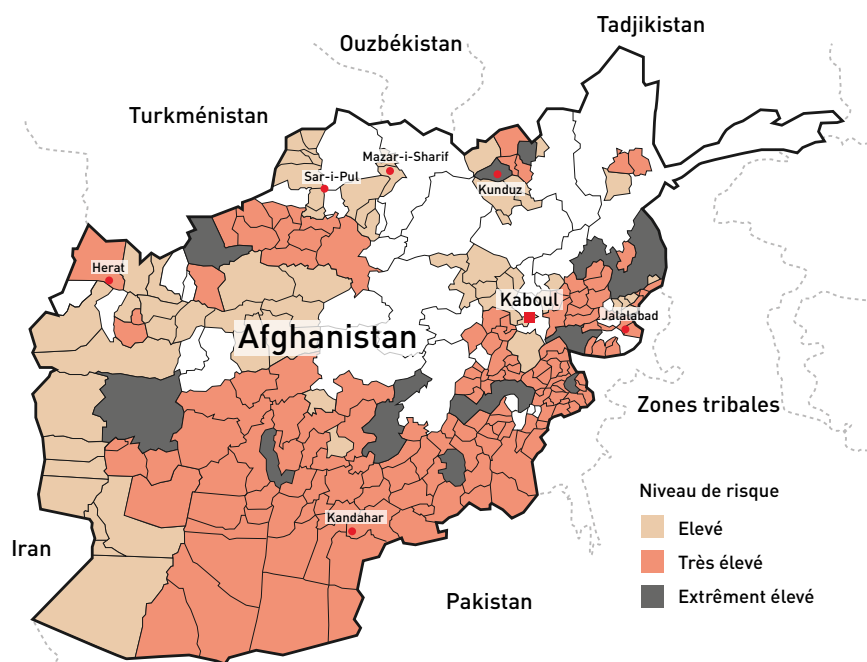
Jusqu'à la fin de l'exercice 2015, rien n'a changé dans la pratique de renvoi par les autorités en charge de la migration.

Demandes au Conseil fédéral

Fin octobre 2015, l'OSAR a donc tiré la sonnette d'alarme avec Amnesty International, Solidarité sans Frontières, le centre de consultation juridique Copera et le mouvement citoyen Collectif R. Ces organisations ont exigé du Conseil fédéral qu'il prenne les mesures suivantes:

- Participer activement à la conception du nouveau système d'asile européen,
- Stopper les renvois Dublin vers les pays frontaliers de l'UE et les Etats se trouvant sur la route des Balkans et traiter les demandes d'asile en Suisse,
- Prioriser l'intégration des personnes en quête de protection,
- Contribuer à moyen terme à l'élaboration d'une clé de répartition entre les pays européens, en tenant compte des intérêts des réfugiés (regroupement familial etc.),
- Autoriser nettement plus de réfugiés à s'installer en Suisse.

✍ La Suisse doit revoir la procédure de Dublin: bit.ly/106R1YV



Source: United Nations, graphique: OSAR

La violence et la misère augmentent en Afghanistan

Actuellement, près d'un million de personnes sont en fuite en Afghanistan, comme le rapporte le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Une grande partie se réfugie dans les villes, où la pauvreté prend de l'ampleur. *par Anne-Kathrin Glatz, analyse-pays de l'OSAR*

Le 15 octobre 2015, le président américain Barack Obama annonçait son intention de laisser 10 000 soldats dans le pays au lieu des 1000 prévus jusqu'à la fin 2016, c'est-à-dire de ne pas modifier l'effectif actuellement sur place. Plus de la moitié de la mission de soutien de l'OTAN est composée de soldats américains qui, en collaboration avec 3000 autres combattants des troupes antiterroristes américaines, sont investis d'une mission de combat en plus de leur fonction de formation. Ils sont soutenus par l'US Air Force et par des drones. Les talibans et d'autres

groupes d'opposition armés multiplient leurs attaques depuis fin 2014, alors que les forces de sécurité afghanes continuent d'être dépassées par la situation et ne contrôlent pratiquement plus que des centres de district. Les seigneurs de guerre locaux, les milices et les groupes criminels ont également étendu leurs activités. Résultat: la sécurité dans le pays s'est considérablement dégradée au cours des derniers mois. C'est ce que révèle la mise à jour de l'analyse-pays de l'OSAR sur les conditions de sécurité en Afghanistan publiée le 13 septembre 2015.

Dans la ligne de mire des talibans et des milices terroristes de l'EI

Selon la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan, la population civile afghane a recensé plus de victimes que jamais auparavant pendant le premier semestre 2015. Un rapport interne de l'ONU, daté d'octobre 2015, désigne même la moitié des districts comme présentant des risques élevés, très élevés voire extrêmes. La province d'Hérat dans le sud-ouest fait désor-

mais partie des lieux les moins sûrs du pays, comme on peut le lire dans l'avis de l'OSAR du 25 août 2015. Sa capitale est paradoxalement encore classée comme relativement sûre par les autorités suisses.

Les talibans sont divisés en divers sous-groupes. Il existe également d'anciens combattants talibans qui se considèrent comme des représentants de la milice terroriste de l'Etat islamiste (EI, également connu sous l'acronyme de Daesh) en Afghanistan et luttent contre d'autres groupes de talibans et le gouvernement. Ils sont aujourd'hui de plus en plus souvent financés par des fonds étrangers.

Jusqu'à présent, la milice terroriste a réussi à s'implanter dans des parties de la province de Nangarhar principalement, mais œuvre également dans d'autres provinces. A Nangarhar, ses membres ont exécuté les civils qu'ils considéraient comme proches du gouvernement ou des talibans en été 2015. Des experts attendaient une division encore plus prononcée des talibans, un renforcement de l'EI et donc une dégradation de la sécurité au moment de l'annonce de la mort du leader des talibans, le mollah Omar, en juillet 2015.

Un million de personnes déplacées dans le pays

Selon une étude menée en 2014 par le Conseil danois pour les réfugiés, plus de trois quarts des familles vivaient alors en dessous du seuil de pauvreté dans la capitale Kaboul, ainsi que dans les villes de Jalalabad, Kandahar, Mazar-i-Sharif et Hérat. Une grande partie venaient d'autres parties du pays où s'étaient installées dans ces villes parce qu'elles ne pouvaient pas retourner dans leurs lieux de naissance après plusieurs années d'exil au Pakistan ou en Iran. Ces gens font face à d'immenses difficultés pour se construire une nouvelle existence. Seule une minorité des habitants a toujours vécu dans ces villes.

Aujourd'hui, les villes afghanes sont de plus en plus souvent concernées par des attaques ou des combats. Les combats qui opposent les talibans et les troupes gouvernementales à Kunduz depuis 2015 et le bombardement de l'hôpital par l'US Air Force le 3 octobre 2015 ne sont que quelques exemples; la capitale Kaboul a subi pas moins de huit attaques massives au premier semestre 2015. Le 7 août, plus de 70 personnes sont mortes sous des assauts et des centaines ont été blessées. A Jalalabad, le chef-lieu de la province de Nangarhar, un kamikaze a tué au moins 34 personnes et en a blessé plus de 100 le 18 avril. La spirale de la terreur se poursuit et la population civile dispose de moins en moins de possibilités de repli et de fuite dans le pays.

Mise à jour de l'OSAR sur la sécurité en Afghanistan: bit.ly/1YF9xc5



«Je m'engage pour les réfugiés...

... parce que je sais très bien combien c'est difficile de repartir de zéro.»

Jathurshan Premachandran, collaborateur externe de l'OSAR, journaliste, étudiant en communication d'entreprise

Vague regard derrière la façade de la dictature

Depuis deux ans environ, on entend régulièrement dire que la situation en matière de droits humains se serait améliorée en Erythrée et que les requérant-e-s d'asile originaires de ce pays pourraient bientôt y être renvoyé-e-s. Or, ce n'est pas le cas. Et les recherches des journalistes n'y changeront rien. *par Alexandra Geiser, experte-pays de l'OSAR*

En 2015, certains journalistes ont réussi à décrocher l'un des visas si convoités pour l'Erythrée. Suite à leur visite dans ce pays d'Afrique de l'Est, Johannes Dieterich (30.07.2015/Badische Zeitung), Patrik Wülser (21.08.2015/NZZ) et Eugen Sorg (26.11.2015/Weltwoche) ont publié des articles. Constate-t-on une amélioration de la situation des droits humains sur la base des impressions des journalistes?

Les journalistes ont tous trois décrit à quel point il est difficile de voir l'envers du décor. Tous dépeignent la beauté fascinante d'Asmara. Patrik Wülser mentionne explicitement qu'il est difficile de se faire une idée objective de l'Erythrée, la vérité restant cachée entre les lignes. Les journalistes ne sont pas autorisés à se déplacer librement et sont toujours accompagnés par un traducteur mandaté par le gouvernement. Ils doivent s'efforcer d'obtenir des autorisations, même pour des lieux a priori totalement anodins. Eugen Sorg indique ainsi qu'il n'a pas reçu l'autorisation de visiter une épicerie subventionnée par l'Etat et ce, sans raisons apparentes. Au

vu la difficulté de trouver une personne qui ose signer l'autorisation, il est semble-t-il éprouvant et exaspérant d'organiser les autorisations de voyage.

Les trois journalistes ont perçu différemment le «climat de peur» si souvent cité. Eugen Sorg estime que le président Isayas Afewerki est un autocrate, mais pas un terrible tyran. Seules les quelques personnes se risquant à évoluer dans son environnement immédiat seraient soumises à un danger de mort latent. Sorg n'a pas ressenti de «climat de peur» avant de noter néanmoins que tant qu'Afawerki règnera, toute initiative indépendante et toute pensée originale seront dénuées de sens et ne mèneront à rien. Patrik Wülser et Johannes Dieterich ont quant à eux clairement perçu la crainte de leur personne de contact. Wülser a constaté qu'à la vue d'un micro, les Erythréens ne récitaient que des propos pro-gouvernementaux similaires visiblement appris par cœur. Des interlocuteurs de confiance lui ont assuré que des déclarations critiques faites à des journalistes étrangers étaient synonymes de

perte d'emploi, de prison ou pire. La personne de contact de Johannes Dieterich a aussi refusé d'être nommément citée comme critique du gouvernement – par crainte des représailles.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR a plusieurs fois attiré l'attention sur la situation difficile en Erythrée en novembre 2015 et auparavant. Comme le prouvent les recherches permanentes effectuées par l'OSAR, la situation ne s'est pas améliorée. Les droits de l'homme continuent à être bafoués en Erythrée.

Il convient de saluer le fait que des journalistes se sont rendus en Erythrée pour se forger sur place une idée plus nuancée. Cependant, vu les circonstances décrites, il paraît difficile de savoir s'ils ont effectivement réussi à jeter un regard en coulisse, derrière la façade. Durant la présentation dans un hôpital modèle pour un million de personnes, Patrik Wülser a réussi à échapper un moment à ses accompagnateurs. Il a découvert que plus aucun patient n'y était traité depuis longtemps, et qu'il s'agissait dès lors d'un pur simulacre.

Ces rapports ne permettent pas de constater une amélioration effective, ou prochaine, de la situation en matière de droits humains. Les impressions des journalistes qui se sont rendus sur place ne constituent pas de ce fait une base d'information suffisante pour une modification de la pratique suisse en matière d'asile.

✍ Voir également: Alexandra Geiser, «Erythrée – aucune raison de modifier les pratiques en matière d'asile», publié dans le magazine asile N° 4/15, créé par l'OSAR: bit.ly/1ocMM3C (en allemand)

✍ Dossier Erythrée: bit.ly/1MS80wU



Jeunes soldat-e-s erythréen-ne-s lors d'une parade dans la capitale d'Asmara.

© Reuters / Jack Kimball



Père et fils traversent les ruines de leur ville d'origine d'Homs en Syrie.

© HCR / B. Diab

Focus sur le Moyen-Orient

Pendant l'année 2015, l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés s'est principalement concentrée sur le foyer de crise qu'est le Moyen-Orient, la situation en Erythrée, ainsi que sur la dégradation dramatique des conditions de sécurité en Afghanistan.

par Adrian Schuster, expert-pays de l'OSAR, et René Worni, rédacteur

En 2015, l'OSAR a été très occupée avec la crise au Moyen-Orient après cinq ans de guerre en Syrie, plus de 250 000 morts et plus d'un million de blessés, avec les répercussions sur les pays voisins et avec les centaines de milliers de réfugiés, dont une minorité seulement cherche à fuir vers l'Europe pour se protéger de la guerre et la terreur.

Syrie et Irak

En 2015, la situation de la Syrie et de l'Irak était au centre des préoccupations de l'analyse-pays de l'OSAR. Ses expertes et experts ont ainsi répondu à plus de 100 demandes sur divers aspects et problèmes de ces pays. Dans ce cadre, l'accent a été mis sur l'importance d'obtenir d'informations

précises et détaillées sur la mobilisation et les pratiques de recrutement de l'armée syrienne pour les procédures d'asile. En outre, l'analyse-pays de l'OSAR a gardé un œil sur les évolutions dans les régions kurdes de Syrie et s'est penchée plusieurs fois sur la situation tendue en Irak où l'organisation terroriste de l'Etat islamique (EI) contrôlait les régions kurdes.

Erythrée

En 2015, divers cercles politiques ont une nouvelle fois demandé la modification des pratiques d'asile pour l'Erythrée, bien que de nombreux rapports établis par des organisations renommées montrent la précarité de la situation en termes de droits de

l'homme dans le pays du dictateur Isayas Afewerki. Il n'est donc pas étonnant que près de 100 demandes soient venues de ce pays. L'analyse-pays de l'OSAR a ainsi mis en évidence le recrutement constant de jeunes érythréens.

Afghanistan

Fin 2015, on note une forte augmentation des demandes concernant l'Afghanistan. Avec des rapports bien documentés et des recherches rapides, l'analyse-pays de l'OSAR a notamment pris position sur la sécurité fragile dans ce pays, qui s'est considérablement dégradée depuis le retrait des troupes américaines.

Sri Lanka

Le nouveau président du Sri Lanka a laissé espérer une nette amélioration de la prise en compte des droits de l'homme dans ce pays. Des recherches de l'équipe-pays de l'OSAR ont toutefois montré que les personnes de retour dans ce pays continuaient d'être emprisonnées ou enlevées.

Caucase du Nord

Les recherches en Tchétchénie sur les traitements psychiatriques se sont dans un premier temps avérées très compliquées, car la plupart des contacts avaient peur des répressions du régime de Ramsan Kadyrow. Finalement, des experts crédibles sur place nous ont quand même fourni des renseignements détaillés sur les possibilités de traitement.

Balkans

En 2015, les autorités en charge de l'asile ont voulu renvoyer un enfant atteint d'un retard mental au Kosovo. Les résultats bouleversants des recherches menées par les expert-e-s-pays de l'OSAR ont toutefois clairement montré que les possibilités de prise en charge étaient catastrophiques dans ce pays.

Une autre recherche sur la République du Kosovo a porté sur les violences subies par les femmes. En effet, celles-ci sont très souvent dans des situations très précaires, car elles ne peuvent prétendre à aucune protection contre les attaques en tous genres. Après avoir été victimes de violences, elles sont rejetées par leurs familles et stigmatisées par la société.

Tibet

En 2015, les collaborateurs du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) n'ont mené que des recherches très superficielles sur l'origine des requérant-e-s d'asile tibétains. Les résultats ont été parfois très douteux, avec des conséquences graves pour les personnes concernées. Pour y remédier, l'analyse-pays de l'OSAR a rédigé plusieurs rapports pour clarifier les questions les plus litigieuses.

Renforcement de l'équipe pays de l'OSAR

Lors de la procédure d'asile accélérée en phase pilote à Zurich, les conseillers juridiques ont souvent besoin d'informations précises et très rapides sur un pays d'origine. Depuis avril 2015, l'analyse-pays de l'OSAR est donc régulièrement représentée au centre-pilote de Zurich afin de simplifier l'accès des conseillers juridiques aux informations sur les pays. En raison de la forte croissance de ces recherches rapides, l'OSAR

a décidé de renforcer l'effectif de son équipe-pays à l'automne 2015 en lui adjoignant les services d'une experte supplémentaire.

A l'automne 2015, l'analyse-pays de l'OSAR a également mis en place un réseau d'expert-e-s médicaux locaux en Macédoine, en Serbie et au Kosovo. Cela permet de clarifier de manière détaillée et rapide l'existence de possibilités de traitement médical dans ces pays. (AS)

Le projet pilote fait face à de fortes variations

La phase de test a fait ses preuves et rempli les attentes, à savoir accélérer la procédure d'asile. Tel est également l'avis que le Parlement a exprimé dans sa session automnale de 2015, en approuvant la restructuration en matière d'asile. Pendant la phase pilote, l'objectif était de se confronter au défi de la forte fluctuation du nombre de demandes d'asile. *par René Worni, rédacteur*

Beat von Wattenwyl, chef de projet du service de consultation juridique au centre pilote de Zurich, se réjouit de l'acceptation politique: «La phase de test a contribué de manière essentielle à ce qu'une grande majorité du Conseil national et du Conseil des Etats approuve une restructuration en matière d'asile lors de la dernière session automnale.

La phase pilote de la procédure test, lancée en janvier 2014, s'est terminée fin septembre 2015. Les premières évaluations montrent que la procédure d'asile a duré en moyenne 51,3 jours. Notamment grâce à la protection juridique accrue avec la présence d'une assistance juridique tout au long de la procédure, la qualité des décisions d'asile est restée élevée et les requérant-e-s d'asile acceptent probablement mieux la procédure en raison de sa transparence.

Assurance qualité quand le nombre de cas augmente

La hausse constante du nombre de demandes d'asile en 2015 s'est vite fait sentir au centre pilote et a entraîné une augmentation des effectifs au Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), ainsi qu'au service de consultation et de représentation juridique du centre pilote. Alors que 240 à 280 requérant-e-s d'asile vivaient encore au centre de Juch l'année précédente, l'établissement en

comptait près de 400 en septembre 2015. L'augmentation des ressources et l'agrandissement des capacités d'hébergement de presque 50 lits supplémentaires dans une installation de protection civile inutilisée ont permis d'augmenter le nombre d'étapes de procédure effectuées chaque jour. Chez les collaborateurs du SEM, cette augmentation a été à l'origine d'une pression supplémentaire liée aux délais ordinaires à respecter, définis dans l'ordonnance de la phase test. «En octobre, nous avons consigné bien plus de réclamations, ce qui montre clairement que la qualité des décisions d'asile a souffert de la pression», explique Beat von Wattenwyl à propos des conséquences directes.

Forte fluctuation du nombre de cas – un véritable défi

L'une des plus grosses difficultés auxquelles les responsables du centre juridique ont été confrontés a été la forte fluctuation du nombre de cas. Alors qu'en 2014, entre 95 et 161 requérant-e-s d'asile par mois avaient poussé les portes du centre pilote, les chiffres de 2015 étaient plutôt compris entre 45 et 238 (jusqu'à novembre 2015). Rien qu'entre septembre et octobre, le nombre de requérant-e-s d'asile est passé de 210 à 85. Pour Beat von Wattenwyl, de telles variations constituent un véritable défi financier et personnel. En

outre, à la fin de l'année sous revue, le Secrétariat d'Etat aux migrations n'avait pas proposé de concept sur la manière de maîtriser de telles variations. Il faut des modèles de financement novateurs offrant beaucoup plus de sécurité financière et personnelle que la convention actuellement en vigueur qui prévoit une indemnisation forfaitaire. «Ce qu'il faut, ce sont des solutions créatives, afin que les futures parties prenantes puissent également faire face à de telles variations dans le secteur de l'asile», déclare Beat von Wattenwyl.

Ne pas faire attendre les personnes vulnérables

Pendant la première année et demie, la phase pilote s'est principalement caractérisée par la rapidité des décisions concernant les personnes vulnérables et pas seulement celles qui avaient peu de chances de voir leur demande aboutir. L'OSAR a salué cette rapidité. Depuis septembre 2015, le SEM s'occupe toutefois en priorité des demandes d'asile qui n'ont aucune chance d'aboutir en raison d'une nouvelle stratégie de traitement. Les personnes véritablement vulnérables, comme celles venant de Syrie, d'Ery-

«Je m'engage pour les réfugiés...

... parce que leur courage et leurs forces m'impressionnent et me motivent.»

Rebekka Raymann, collaboratrice externe de l'OSAR, éducatrice sociale



thrée ou d'Afghanistan, entrent dans la procédure longue et subissent des délais d'attente inutiles pour leur décision. «Ces gens auraient pourtant besoin d'une décision rapide et de la protection nécessaire afin de pouvoir commencer au plus tôt leur intégration en Suisse. Il s'agit d'un devoir juridique et moral, induit par la protection internationale des réfugiés», souligne Beat von Wattenwyl.

Le centre de procédure à Zurich

La procédure accélérée a été décidée en septembre 2012 dans le cadre des mesures d'urgence par le Parlement et approuvée en 2013 par le peuple. Le centre de procédure pour les requérant-e-s d'asile est opérationnel depuis janvier 2014 dans la Förrlibuckstrasse à Zurich. Un service de consultation et de représentation juridique est mis gratuitement à disposition des requérant-e-s d'asile pour qu'une protection juridique leur soit assurée. Fin 2015, 2923 requérants d'asile avaient franchi les portes du centre pilote. La durée moyenne de la procédure d'asile était de 51,3 jours. Sur

1700 procédures finalisées, 220 ont fait l'objet d'une décision positive et 246 ont abouti à une admission provisoire. 748 cas ont été classés comme cas Dublin et 27 autres refusés. 257 demandes supplémentaires ont reçu une décision négative avec renvoi dans le cadre de la procédure accélérée et 202 autres demandes ont été annulées.

En automne 2015, le Parlement a donné son accord à une restructuration dans le domaine de l'asile. Depuis, l'ordonnance de la phase test permet de prolonger la procédure accélérée jusqu'en septembre 2019 au plus tard. La phase

pilote occupe 42 collaborateurs du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM). Ceux-ci traitent les demandes et gèrent les audiences. Le service de consultation juridique du centre pilote, avec ses 25 collaborateurs, est géré par l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR en collaboration avec le Centre bernois de consultation juridique pour les personnes en détresse, l'Union suisse des comités d'entraide juive (VSFJ) et l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO). L'Organisation Asile Zurich (AOZ) est quant à elle responsable du suivi des requérant-e-s d'asile au centre de Juch. (RWO)



Lieu de rencontre: le Kafi Rägeboge à Riggisberg.

© Tomas Wüthrich

L'OSAR construit des ponts

Après les résultats réjouissants du projet de bénévolat à Riggisberg (BE), par lequel toute la population locale s'est engagée en faveur des réfugié-e-s résidant dans le centre de transit local jusqu'à fin 2015, le projet «Construire des ponts» de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR entame désormais sa prochaine étape. *par René Worni, rédacteur*

La commune bernoise de Riggisberg s'est fait un nom en 2015. Pendant près d'un an et demi, plus de 60 bénévoles du village et des communes alentours se sont engagés en faveur des réfugiés avec des cours d'allemand, des après-midis bricolage, des ateliers de couture, des travaux de plantation, le gardiennage d'enfants, des tournois de volleyball, des visites du village et une rencontre régulière au «Kafi Regenbogen».

En 2014, le Conseil municipal avait mis à disposition un hébergement inutilisé, initialement destiné aux troupes suisses, au milieu du village comme centre de transit pour les requérants d'asile attribués au canton de Berne. Fin 2015, le projet s'est terminé conformément au contrat signé. Pendant cette période, plus de 300 requérants d'asile ont séjourné plus ou moins longtemps au centre, principalement des gens venus d'Erythrée, mais aussi de Syrie, d'Afghanistan, du Pakistan et des nations d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ou encore du Moyen-Orient. Ils sont environ 25 à vivre encore au village, dans des foyers privés ou à la résidence Riggisberg.

Riggisberg reste l'exemple à suivre en matière de prise en charge d'étrangers qui, au fil du temps, sont devenus des voisins respectés, voire des amis. En janvier 2016, la présidente de la commune Rosemarie Bär s'est vue décerner le Swiss Award dans le domaine de la politique, en sa qualité de

représentante de l'engagement de tous les Riggisbergeois-e-s.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR a participé dès le début en expliquant notamment aux bénévoles, aux requérants d'asile et aux représentants communaux locaux les prérequis et les conditions cadres applicables au bénévolat, en collaboration avec l'équipe dirigeante de l'Aide aux réfugiés de l'Armée du Salut, dans le cadre de trois manifestations. L'équipe formation de l'OSAR a ainsi fourni des informations de base sur la procédure d'asile et sur les pièges à éviter pour la communication interculturelle.

Le bénévolat s'apprend

Par le biais d'une brochure, l'Aide aux réfugiés de l'Armée du Salut avait invité les bénévoles à une première rencontre obligatoire. Cette rencontre a servi à collecter des idées, à clarifier les besoins des requérants d'asile et l'aide pouvant leur être apportée. «Le bénévolat n'est pas un jeu, mais il s'apprend. Il nécessite la connaissance des tenants et des aboutissants et une bonne dose de responsabilité», explique le responsable du projet Gasim Nasirov de l'équipe formation de l'OSAR. Beaucoup ne savaient pas que les requérants d'asile ne pouvaient pas simplement aller travailler, qu'on ne pouvait pas les accueillir chez soi sans rien demander à personne ou encore leur demander de réaliser les travaux depuis longtemps nécessaires dans son jardin. Même lors d'une simple visite au centre de transit, il y a quelques consignes à respecter.



«Je m'engage pour les réfugiés...

... parce que je sais ce que la détresse signifie et combien une aide est bienvenue dans une telle situation.»

Kamaran Kamil, collab. ext. de l'OSAR, interprète, traducteur interculturel

«L'engagement est très important», déclare M. Nasirov. Pour donner des cours d'allemand, il faut par exemple de l'expérience, des compétences et de la fiabilité, afin d'assurer la qualité et la régularité des cours. Des choses normales comme par exemple aller boire un coup au café du coin peuvent rapidement devenir un problème, parce que personne ne sait comment les deux parties vont réagir à la consommation d'alcool. Après ces informations fondamentales, les bénévoles ont développé les différentes offres, qui ont ensuite été discutées et approfondies lors de deux rencontres supplémentaires avec les bénévoles et les requérants d'asile, en collaboration avec le responsable du centre de transit et les principaux intéressés.

Vif intérêt des habitants

En s'appuyant sur les expériences recueillies à Riggsberg, l'équipe formation de l'OSAR a relancé le projet sous l'intitulé «Construire des ponts». L'objectif clairement identifié était de l'appliquer à l'avenir à tous les centres de transit suivis par l'Aide aux réfugiés de l'Armée du Salut. «Nous avons remarqué que les gens habitant à proximité d'un centre de transit s'intéressaient beaucoup aux requérants d'asile et leur situation. Ils veulent savoir comment aider», déclare Gasim Nasirov. Les habitants veulent avoir des informations de première main. Ainsi, 230 personnes intéressées se sont présentées en octobre dernier à l'hébergement collectif Viktoria à Berne. A l'hébergement d'urgence Siloah, ils étaient 125 en novembre et 40 à l'hébergement d'urgence à Niederscherli.

«Ce large intérêt est une véritable réussite pour nous», explique M. Nasirov. Le public est toujours très surpris lorsqu'on lui explique que les requérants d'asile ne peuvent pas prétendre à des cours d'allemand. Car l'intégration n'est pas de la responsabilité des cantons. Ce n'est que lorsqu'une personne est admise à titre provisoire (statut F) qu'elle peut s'inscrire à un cours d'allemand. Autrefois, les cours d'allemand dans les centres de transit servaient plutôt d'alibi. «Aujourd'hui, les bénévoles endossent presque tout le travail des centres de transit», explique M. Nasirov.

Lorsque les destins nous touchent

A Riggsberg, on a pu constater que les bénévoles aussi avaient quelquefois besoin d'aide lorsqu'ils étaient trop touchés par les destins difficiles des requérants d'asile. L'OSAR recommande donc de participer à son offre de formation «Migration et trauma» dans laquelle les bénévoles apprennent à gérer les situations difficiles et à ériger des barrières. A la fin de l'année, deux nouveaux centres de transit gérés par l'Aide aux réfugiés de l'Armée du Salut avaient déjà décidé d'appliquer le projet «Construire des ponts». D'autres doivent suivre.

Offres de formation demandées

L'équipe formation de l'OSAR a beaucoup travaillé pendant l'année sous revue. Elle a ainsi organisé 15 journées de projet «Intégration» et 60 journées de projet «Exil et asile» à destination des jeunes, les dernières étant composées de trois modules: lors du jeu de simulation «Stations d'un exil», les participants vivent d'eux-mêmes ce que cela signifie que d'être en exil et apprennent à surmonter les sentiments d'impuissance et de détresse qui y sont liés. L'atelier «Réfugié-e-s en Suisse» examine la procédure d'asile ainsi que les critères d'attribution. Dans la troisième partie, un réfugié reconnu raconte l'histoire de son propre exil.

Très appréciée, la journée de rencontre a été organisée 15 fois. Dans ce cadre, des élèves se rendent dans un centre de transit et inversement. La variante raccourcie, le module de rencontre (avec le Secrétariat d'Etat aux migrations [SEM]) a, quant à elle, été réalisée à trois reprises. Dans le domaine de la formation pour adultes, les cours sur la compétence transculturelle, la gestion des conflits interculturels, l'exil et l'asile, l'hygiène psychologique, la formation continue sur l'Erythrée ou encore la formation Migration et trauma ont été très visités. (RWo)

✍ Aller aux offres de formation de l'OSAR: bit.ly/22L3JPB

Les réfugiés d'Erythrée sont de plus en plus jeunes

Depuis plusieurs années, la plus grande partie des demandes d'asile enregistrées en Suisse provient d'Erythréens. Cette tendance s'est poursuivie en 2015. L'un des points forts de la formation continue proposée par l'OSAR était le cours affichant complet de l'expert de l'Erythrée, Magnus Treiber, professeur en ethnologie entre autres à l'Université de Bayreuth.

M. Treiber a expliqué que la situation politique en Erythrée était tendue et qu'une évolution positive n'était pas envisageable à court terme, même en cas de régime de transition. D'innombrables personnes désertent et fuient en raison du manque de perspectives du service militaire obligatoire, le «National Service», des punitions draconiennes et sans jugement. Bien que le nombre d'exilés ne cesse de croître, les raisons de l'exil n'ont pas changé

depuis la fin officielle de la guerre avec le pays voisin de l'Ethiopie (entre 1998 et 2000). La migration de masse durable a toutefois changé de caractère. Les personnes qui fuient la dictature sont de plus en plus jeunes et proviennent des régions rurales. Magnus Treiber a donc recommandé la prise de mesures étendues pour l'intégration dans la formation, le suivi du travail social et, le cas échéant, le suivi psychologique dans les pays d'accueil. Ceci s'applique en particulier aux requérants d'asile mineurs non accompagnés. Les autres thèmes abordés ont été les profils de risque, les chemins d'exil actuellement empruntés et les possibilités de quitter le pays. La pratique actuelle des autorités suisses au moment de l'examen des demandes d'asile des Erythréen-ne-s a également fait l'objet de discussions. (RWo)

Offrir une nouvelle patrie aux gens

«Des réfugiés économiques viennent-ils dans notre village? Ne s'agit-il pas de faux réfugiés?» Au début, ce genre de phrases résonnait sans cesse au village. Ces termes cyniques proviennent de la discussion politique des années passées dans notre société. Les soupçons collectifs et les jugements aléatoires sont toujours dédaigneux, car ils enlèvent toute dignité humaine à l'individu. Les gens sont alors considérés comme une masse anonyme, ce qui leur ôte leur humanité. Dès le début, notre principe à Riggsberg a été le suivant: aller au-devant de chaque personne que nous ne connaissons pas avec amitié et respect. Chacun mérite un tel comportement, quels que soient son groupe ethnique, sa population, sa religion.



© Peter Eichenberger

✍ Extrait de «Offrir une nouvelle patrie aux gens». Créé par les bénévoles du centre de transit Riggsberg: bit.ly/1TrYQLf (en allemand)



«Hamid me montre tous les jours ce qu'on peut arriver à faire quand on veut», André Oswald parlant de son apprenti.

© mad

Une leçon pour la vie

André Oswald prépare un jeune Erythréen à la vie professionnelle. Leur relation professionnelle en termes d'amitié ne se limite pas sur la technique. Pour les deux hommes, l'échange culturel est fondamental. Ils ont reçus le prix «Dream-Teams 2015». *par Angela Cadruvi**



«Je m'engage pour les réfugiés...

... parce que j'ai été moi-même réfugié et je sais combien cela est dur.»

Thui-Trang Ngoc Nguyen, collaboratrice externe de l'OSAR, chercheuse en laboratoire, interprète interculturelle, professeur de langue

«Qu'est-ce qu'une unité de distribution?», demande André Oswald à son apprenti Abdulrazak Hamid. Les deux hommes se trouvent dans la salle du matériel de la maternité du Centre hospitalier de Bienne. Aujourd'hui, le chef de projet teste son apprenti sur place, à savoir là où la logistique de l'hôpital doit parfaitement fonctionner. Qu'il s'agisse d'instruments

chirurgicaux, de gobelets collecteurs d'urine, de sachets pour vomissement ou de coussinets d'allaitement, la gestion du stock doit toujours être impeccable.

André Oswald est spécialiste en logistique au Centre hospitalier de Bienne. A l'âge de 30 ans, Abdulrazak Hamid termine son apprentissage de logisticien AFP. Il est arrivé sept ans plus tôt d'Erythrée en Suisse comme réfugié. Depuis la mi-2013, il travaille ici à l'hôpital. A la question sur l'unité de distribution, il plisse le front, hésite, cherche du regard l'aide de son chef. Celui-ci donne quelques mots-clés – puis Abdulrazak se souvient et déclare: «C'est la plus petite unité qui puisse être remise par le stock central aux collaborateurs, il peut s'agir de 10, de 25 ou de 100 pièces.» Il regarde de nouveau son maître d'apprentissage, d'un air inquiet cette fois, pour savoir si sa réponse est correcte.

André rit et opine: «Très bien, Monsieur Hamid!» Ils ne donnent pas l'image habituelle d'un maître d'apprentissage et de son apprenti, car les deux ont presque le même âge: le premier a 31 ans et le second, 30 ans. André Oswald est grand, costaud et blond, Abdulrazak Hamid a la peau foncée et il est plus petit.

Leur rapport est cordial, ils marchent côte à côte comme des copains. Seul le vouvoiement révèle la présence d'une hiérarchie: «Monsieur Oswald est comme un ami, mais c'est aussi mon chef et mon enseignant», déclare Abdulrazak.

André complète que lui aussi a beaucoup à apprendre de son apprenti. «Bien que l'histoire de monsieur Hamid soit tragique, il vient tous les jours au travail de bonne humeur. Il est fiable et ponctuel. Mais j'apprécie avant tout sa motivation. Il enrichit ma vie, parce qu'il me montre jour après jour ce que l'on peut atteindre si on le veut vraiment.»

En entendant ces propos, Abdulrazak, presque un peu gêné, tourne la tête. Il n'a guère été habitué à des paroles aussi aimables. Dans son pays, il était menacé de prison, car il ne voulait pas passer sa vie dans l'armée. Sa fuite l'a emmené par le Soudan en Libye et par la Méditerranée en Italie:

«Lorsque je regarde ces images à la télévision, je compatis. Ce fut une période horrible. Mais maintenant je veux regarder vers l'avenir.» Et An-

dré fait tout son possible pour assurer un bon avenir à son apprenti. Après la pratique, cette journée de formation est donc suivie par la théorie dans la salle du matériel.

Ils traversent un long couloir sous-terrain jusqu'à une autre aile et s'assoient dans un petit bureau. Sur la table est posée une représentation schématique intitulée «local de maturation». Abdulrazak n'arrive pas à imaginer de quoi il pourrait s'agir. André explique: «Le local de maturation est destiné à des produits comme des bananes encore vertes importées de l'étranger en Suisse. Dans ce local, elles mûrissent jusqu'à ce qu'elles soient propres à la vente.» Abdulrazak secoue la tête en riant. Il n'a encore jamais rien entendu de pareil: «Chez nous en Erythrée, on achète les fruits au marché ou on les cultive dans son jardin.»

Voilà précisément un point crucial. «Il ne s'agit pas ici de simples connaissances, mais d'une autre culture que monsieur Hamid doit apprendre à comprendre», explique André après la leçon. Certes, il doit investir beaucoup plus de temps qu'avec un apprenti qui connaît notre culture et notre région linguistique, mais il est ainsi forcé à vérifier ses connaissances et à les transmettre avec précision.

L'échange constitue une situation gagnant-gagnant dont tous deux profitent. L'application et la soif de savoir d'Abdulrazak l'ont impressionné.

André accepte volontiers de s'investir davantage pour le jeune Erythréen. «J'ai moi-même beaucoup de chance dans la vie. A commencer par le fait d'avoir grandi et effectué un apprentissage dans un pays sûr comme la Suisse», déclare-t-il.

Lorsque Abdulrazak a postulé pour le poste d'apprentissage, André a vu en lui la possibilité de contribuer à l'intégration de personnes qui n'ont pas eu autant de chance que lui. Il n'a donc pas hésité quand son supérieur lui a demandé s'ils devaient relever le défi: «Les réfugiés ont besoin de nous.»

Ce modeste natif de Suisse centrale est pourtant loin de se considérer comme un héros, il se voit plutôt comme un philanthrope. Et il ne se vante pas non plus de son engagement: «Mon amie admire la manière dont nous soutenons monsieur Hamid. Mais dans ma famille, rares sont ceux qui le savent et les autres ne peuvent même pas vraiment se l'imaginer», confie-t-il avec un sourire.

** Cet article est paru dans Reader's Digest 01/2016*

Journées du réfugié 2015 – avec «Dream-Teams» et Migradio

L'intégration dans la société des réfugié-e-s reconnu-e-s et des personnes admises à titre provisoire était au centre des préoccupations des Journées du réfugié 2015, lancées à l'initiative de l'OSAR, le HCR et le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM). Près de 70 manifestations se sont ainsi déroulées dans 30 localités partout en Suisse. L'OSAR était présente avec des stands d'information à Bienne, Lausanne et Bâle et a participé à l'organisation de la conférence «La catastrophe des réfugiés en Syrie et en Irak, et qu'en est-il en Suisse?» au centre Charlemagne à Zurich. Une douzaine d'équipes composées de deux réfugiés ou plus, ainsi que de suisses qui contribuent à l'intégration par leurs activités ont participé au concours «Dream-Teams». Leur nombre était deux tiers inférieur à celui de l'année passée, car les organisateurs n'ont pas réussi à motiver des personnes intéressées à s'inscrire en se servant de leurs contacts personnels pour des raisons d'effectif. Le trafic généré sur le site web et les réseaux sociaux de l'OSAR a quant à lui été formidable. Un jury a ainsi décerné un prix aux trois Dream-Teams avec l'histoire d'intégration la plus incroyable.

Inaam de Syrie et Ella du canton de Zurich ont gagné une visite guidée exclusive du «Zolli» à Bâle. La couturière diplômée Ella s'engage dans l'association Syrian Refugee Crisis en faveur des femmes syriennes en leur apprenant l'art de la couture. Marie-Antoinette et Babak d'Iran ont quant à eux gagné une invitation à la cérémonie du Nansen Refugee Award du HCR. La Genevoise a accueilli le réfugié politique gratuitement chez elle dès 2014. Depuis, tous deux se soutiennent mutuellement dans l'apprentissage de la langue et au quotidien.

André et Abdulrazak (voir page 14), dont la relation sur le lieu de travail présente des aspects collégiaux, ont remporté des bons cadeaux de la CFF.

Le projet Migradio avait produit 14 émissions radio à l'occasion des Journées du réfugié, ainsi que des reportages et des portraits sur les principaux événements. Les émissions ont été diffusées par diverses stations radio privées de Suisse alémanique. Migradio a également produit un film sur les Journées du réfugié 2015. (RWo)

🔗 Emissions radio: bit.ly/22ojl7Q (en allemand)
🔗 Film: bit.ly/1QZJxHz (en allemand)



Neuf nations, quatre religions, plusieurs cultures et beaucoup de langues: une troupe de théâtre. Le théâtre Malaika de Zurich s'est également présenté comme «Dream-Team»: «Nous parlons entre nous de nos cultures, préparons des plats traditionnels de chez nous et faisons du théâtre avec conviction. Chacun respecte l'autre et nous éprouvons beaucoup de plaisir ensemble.» (Le théâtre Malaika a remporté un Swiss Award en janvier 2016.) © Isabell Tröger et Nicole Stehli

Bilan

au 31 décembre

	2015 CHF	2014 CHF
ACTIFS		
Liquidités	10 481 873	8 351 924
Créances	739 250	1 169 989
Stocks	1	1
Actifs transitoires	108 230	35 308
Total des actifs circulants	11 329 353	9 557 221
Immobilisations corporelles	269 262	259 393
Immobilisations financières		
– Prêts à des réfugié-e-s	174 272	179 234
– Titres	1 220 447	1 226 110
Actifs immobilisés affectés		
– Avoirs en banque	811 601	883 017
– Titres	100 000	100 000
Total des actifs immobilisés	2 575 582	2 647 753
Total des actifs	13 904 936	12 204 975
PASSIFS		
Engagements à court terme	1 040 641	1 255 956
Passifs transitoires	714 825	1 009 500
Provisions à court terme	270 707	278 707
Total du capital étranger à court terme	2 026 173	2 544 163
Provisions à long terme	510 000	510 000
Total du capital étranger à long terme	510 000	510 000
Fonds de produits (avec affectation limitée)	736 092	728 247
Fonds de fondation	911 798	980 898
Total du capital (fonds à affectation déterminée)	1 647 890	1 709 145
Réserves de réévaluation	160 000	160 000
Capital libre généré	9 440 872	7 161 666
Capital lié (désigné) généré		
– Développement de l'organisation	120 000	120 000
Total du capital de l'organisation	9 720 872	7 441 666
Total des passifs	13 904 936	12 204 975



«Je m'engage pour
les réfugiés...

*... parce que je souhaite
partager mon histoire
sur la fuite et l'asile,
pour que les gens
comprennent mieux
les réfugiés.»*

Mariya Nasir, collaboratrice externe
de l'OSAR, boulangère, pâtissière,
confiseuse en formation

La révision des comptes annuels 2015 a été effectuée par FEY AUDIT & CONSULTING SA à St-Gall. Le rapport de révision atteste la tenue régulière des comptes de l'OSAR, conformément aux recommandations Swiss GAAP RPC 21 et aux dispositions ZEWO.

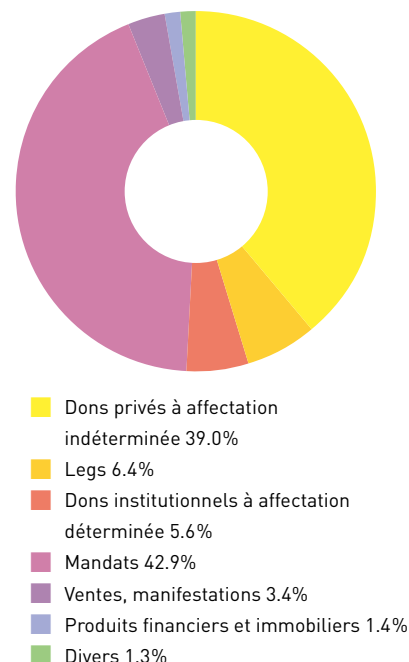
Les comptes annuels détaillés et le rapport de révision des comptes peuvent être commandés au 031 370 75 75. Ils sont aussi publiés sur notre site web.

Compte d'exploitation

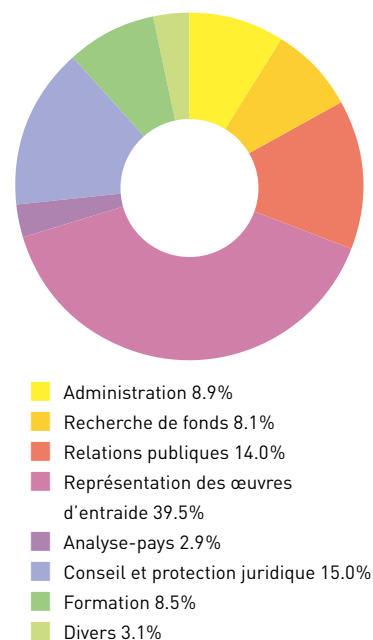
1^{er} janvier au 31 décembre

	2015 CHF	2014 CHF
Produits		
Produit des dons	6 106 382	7 037 848
Produit des mandats publics	5 125 961	6 028 193
Produit des prestations fournies	428 495	391 963
Total des produits	11 660 838	13 458 003
Charges		
Charges directes de projets		
Frais de personnel	2 905 374	2 767 914
Frais de matériel et de services	683 594	518 109
Contributions et prestations de soutien à diverses organisations	3 672 001	4 500 506
Frais d'entretien	358 198	400 222
Charges d'exploitation	178 582	77 872
Amortissements	35 954	27 369
Provisions	24 279	-8 726
Total des charges directes de projets	7 857 981	8 283 265
Charges de recherche de fonds		
Frais de personnel	232 331	238 670
Frais de matériel et de services	506 275	487 154
Contributions et prestations de soutien à diverses organisations	290	290
Frais d'entretien	26 653	29 249
Charges d'exploitation	17 931	13 229
Amortissements	1 214	1 252
Provisions	0	-826
Total des charges de recherche de fonds	784 693	769 017
Frais administratifs		
Frais de personnel	774 310	490 412
Frais de matériel et de services	2 076	0
Contributions et prestations de soutien à diverses organisations	0	0
Frais d'entretien	70 089	46 594
Charges d'exploitation	47 097	52 656
Amortissements	3 897	2 501
Provisions	-32 279	-1 740
Total des frais administratifs	865 189	590 423
Résultat de l'activité opérationnelle	2 152 975	3 815 298
Charges financières	-18 882	-13 993
Produits financiers	60 830	63 645
Correction de valeur	-80 133	-36 718
Produits immobiliers	103 162	102 946
Produits financiers et immobiliers	64 976	115 881
Résultat sans résultat des fonds	2 217 951	3 931 179
Fonds affectés		
- Attribution à des fonds	-67 294	-53 289
- Produit de capital désigné	-3 562	-3 822
- Utilisation de fonds	132 111	114 671
Résultat des fonds	61 255	57 560
Résultat annuel avant attribution au capital de l'organisation	2 279 206	3 988 739
Proposition d'attribution/prélèvement au capital de l'organisation		
- Attribution (-)/prélèvement (+) au capital libre généré	-2 279 206	-4 018 739
- Attribution (-)/prélèvement (+) au capital lié (désigné) généré	0	30 000
Total d'attribution/prélèvement au capital de l'organisation	-2 279 206	-3 988 739
Résultat annuel après attribution/prélèvement	0	0

Origine des fonds



Utilisation des fonds



Tous les montants des comptes annuels 2015 ont été arrondis au franc suisse supérieur ou inférieur. Il peut donc y avoir des différences insignifiantes dues aux arrondis.



L'OSAR porte le label de qualité du ZEW, décerné aux organisations d'utilité publique qui utilisent les dons de manière consciencieuse et appropriée.

Solidarité prometteuse

En 2015, les personnes vulnérables, qui étaient des centaines de milliers à fuir, ont fait la une de la presse en Suisse, mais également partout en Europe. La plus importante communauté de requérants d'asile de Suisse, à savoir les Erythréens, a ainsi régulièrement essuyé des attaques politiques et fait l'objet d'une «médiatisation» allant à l'encontre de la volonté de la société civile d'aider les réfugiés. *par Stefan Frey, porte-parole de l'OSAR*



«Je m'engage pour les réfugiés...

... parce que j'ai vécu personnellement ce qu'arrive aux réfugiés actuellement. Ils ont besoin de notre protection.»

Yemane Yohannes, collab. ext. de l'OSAR, installateur sanitaire en formation

Après les catastrophes en Méditerranée et la lutte de l'Europe pour mettre en place une politique des réfugiés cohérente, la situation n'a cessé de s'aggraver en raison du flux toujours plus important de réfugiés arrivant de Turquie pour se rendre en Grèce et poursuivre leur route vers le Nord ou l'Ouest, de sorte que la route dite «des Balkans» a été de plus en plus placée sous le feu des médias. Des centaines de milliers de personnes ont fui, principalement en Allemagne, la plupart à pied et accrochées à l'espoir de trouver un refuge et de l'aide en Europe.

En 2015 la route a ainsi été ouverte pour près de 1 million de réfugié-e-s passant par la Grèce et les Balkans, puis l'Autriche pour finalement arriver en Allemagne. La plupart venaient de Syrie, mais également d'Afghanistan et des pays voisins du foyer de crise qu'est le Moyen-Orient. Ce «corridor» n'étant pas équipé d'infrastructures d'aide humanitaire, des bénévoles ont pris l'initiative et se sont engagés pour apporter à ces personnes une aide de première nécessité. Les médias en ont fait leurs choux gras pendant des mois et l'OSAR était sur la brèche tous azimuts.

En parallèle, la réforme du droit d'asile approuvée unanimement par le Parlement à l'exception de l'UDC, n'a joué qu'un rôle mineur. En décembre 2014, l'UDC avait déjà décidé de s'approprier le sujet du droit d'asile pour les élections et annoncé ainsi l'automne électoral. Conformément à son programme, ce parti a donc lancé un référendum contre la réforme, dont les principales nouveautés sont une procédure d'asile considérablement raccourcie et une protection juridique gratuite pour les réfugié-e-s.

Le changement à la tête de l'OSAR a également suscité peu d'écho dans les médias. Miriam Behrens a ainsi été élue au poste de secrétaire générale de l'OSAR. Elle prend ses fonctions le 1^{er} mars 2016.

Vers la fin de l'exercice et sous l'influence des protestations contre les réfugiés en Allemagne et des attaques terroristes à Paris, le sujet de l'intégration en tant qu'absolue nécessité a fait la une dans de nombreux pays de l'Europe de l'Ouest, et également en Suisse. L'OSAR a expressément salué cette évolution, car elle permet de souligner les aspects constructifs de la discussion sur les réfugiés.

Elle a été accompagnée d'une grande vague de solidarité prometteuse, avec pour répercussions en Suisse l'engagement d'une bonne partie de la population dans d'innombrables actions et des projets. Dans ce cadre, l'objectif majeur de l'OSAR a toujours été de faire en sorte que cette aide dure et soit conçue sur le long terme, afin que l'intégration des réfugié-e-s en Suisse soit une réussite. Cette préoccupation a heureusement été soutenue et relayée par les médias. L'avenir nous montrera si les demandes répétées de l'OSAR d'impliquer la société civile dans le travail d'intégration seront prises en compte.

Dans le domaine de l'aide aux réfugié-e-s, l'année 2015 se termine sur une note plutôt positive. La solidarité portée par le peuple fait enfin contrepoids au travail de sape systématique que les réfugié-e-s subissent de plus en plus en Suisse. Cette solidarité de la société civile est d'une certaine manière devenue une sensation médiatique, avec pour point de cristallisation le projet de familles d'accueil de l'OSAR, qui a été soutenu par de nombreux médias. Un débat constructif et réjouissant, empreint de davantage d'humanité, a ainsi été créé.

Impressum

Editeur: Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Weyermannsstrasse 10, Case postale 8154, 3001 Berne, Tél. 031 370 75 75
Courriel: info@osar.ch, Internet: www.osar.ch

CP Don: 10-10000-5

Tirage: 600 exemplaires
Rédaction: René Worni (RWo/responsable),
Collaboration: Adrian Schuster (AS), Barbara Graf Mousa, Christoph Hess, Stefan Frey, Sarah Friederich
Traductions: Apostroph Bern AG, Berne
Sabine Dormond, Montreux
Mise en page: Bernd Konrad, Berne
Impression: Rub Media AG, Wabern/Berne
Fabriqué à partir de 100% de papier recyclé

Nous remercions

Nous remercions tous ceux qui nous font confiance et qui apportent un soutien idéologique et financier au travail de l'OSAR. Les particuliers, institutions, paroisses et synagogues, autorités, fondations et entreprises qui nous aident peuvent compter sur le professionnalisme de l'OSAR.

Nos projets sensibilisent le grand public aux sujets ayant trait à la politique d'asile et contribuent à créer une procédure d'asile équitable pour les requérant-e-s d'asile, tout en offrant une véritable opportunité aux réfugié-e-s reconnu-e-s de participer à la vie économique, sociale et culturelle en Suisse. Avec notre travail, nous nous engageons au quotidien en faveur d'une Suisse solidaire.

De nombreuses organisations, sociétés et institutions, ainsi que des cantons et communes, ont soutenu l'OSAR avec des contributions importantes:

Ball Europe S.à.r.l., Zurich
Bruba Immobilien Anstalt, Balzers
Fondation Carl et Elise Elsener-Gut, Ibach
Fondation Chil et Bertha Weissmann, Zurich
COFRA Foundation, Zoug
COMEDY.CH
Diogenes Verlag SA, Zurich
Fondation Dr Georg et Josi Guggenheim, Zurich
éducation 21, Berne
Communauté des habitants de la ville de Soleure
Service de lutte contre le racisme SLR
Fondation Pierre Demareux, St-Sulpice

Protéger les réfugiés – Préserver la dignité humaine

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR défend les intérêts des réfugié-e-s. Après du public et des autorités, nous nous mobilisons pour une politique d'asile humaine et juste, une procédure d'asile équitable et une protection juridique étendue des requérant-e-s d'asile. Nous prenons position publiquement et de manière critique sur les événements touchant le droit d'asile et soumettons des propositions de révision de la loi sur l'asile. Nous accompagnons les requérant-e-s d'asile à travers les méandres du régime juridique suisse et soutenons leurs demandes à l'aide d'analyses indépendantes de la situation dans leur pays d'origine. Sur mandat de la Confédération, nous coordonnons le conseil et l'assistance juridique des requérant-e-s d'asile au centre de procédure de Zurich afin d'accélérer la procédure de demande d'asile. Nous facilitons l'intégration des réfugié-e-s dans le cadre de l'hébergement chez des particuliers grâce au projet de familles d'accueil

OSAR dans les cantons de Genève, Vaud, Berne et Argovie.

Pour une meilleure intégration au monde du travail, nous aidons les réfugié-e-s avec des contributions à la formation. Dans les écoles, centres de formation et paroisses, notre équipe de formation réalise un important travail d'explication et de sensibilisation. Nous nous chargeons des journées annuelles du réfugié, organisons le symposium suisse sur l'asile, ainsi que d'autres colloques, et sensibilisons les requérant-e-s d'asile, les experts et d'autres parties prenantes grâce à des informations spécialisées, des brochures, notre site internet, mais également sur Facebook et Twitter.

L'OSAR a été fondée le 17 juin en 1936 en tant qu'association faitière de 13 organisations d'aide aux réfugiés. Elle est neutre sur le plan politique et religieux. Protéger les réfugiés – Préserver la dignité humaine: telle est la devise qui guide toutes les actions de l'OSAR depuis presque 80 ans.

L'OSAR en bref

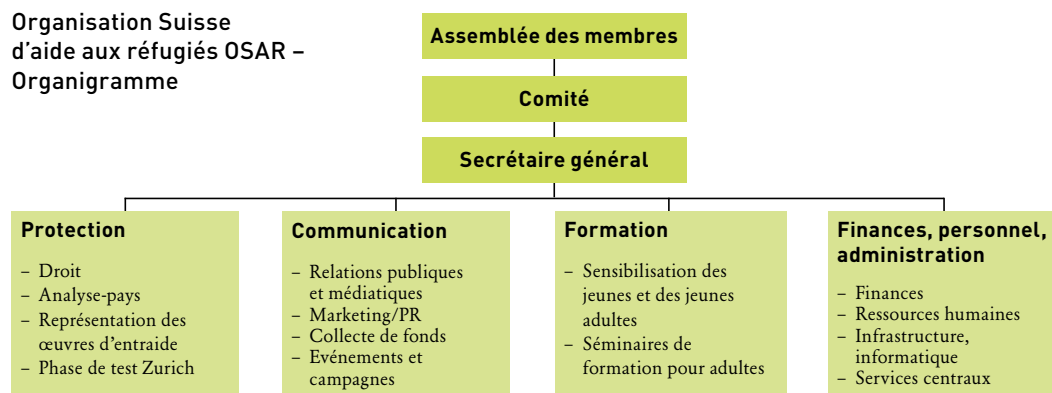
L'OSAR est une organisation non gouvernementale qui œuvre à l'échelle de la Suisse. Le secrétariat général est situé à Berne. Nous disposons d'une antenne à Lausanne qui se charge des questions touchant la Suisse romande. Au Tessin, nous sommes représentés par l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO à Lugano. L'OSAR est subdivisée en quatre départements: «Protection», «Formation», «Communication» et «Finances, personnel et administration».

Au 31 décembre 2015, l'OSAR employait 41 collaborateurs pour un total de 30,4 postes à plein temps et cinq stagiaires qui se partageaient 4,6 postes à plein temps. L'action de l'OSAR est financée par des dons de particuliers, de fondations, de cantons et de communes ainsi que par des contributions de la Confédération.

Comité et organisations membres

Le comité de l'OSAR est composé de représentantes et de représentants de ses organisations membres. La présidence de l'OSAR a été confiée à Isabelle Bindschedler de Caritas Suisse (depuis 2010). Les autres membres sont: Christine Heller d'Amnesty International section Suisse (depuis 2014); Antoinette Killias de l'Entraide protestante suisse (EPER) (depuis 2005); Kim Schweri de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) (depuis 2014); Diana Ruegg de l'Union suisse des comités d'entraide juive (VSJF) (depuis 2012) et Paul Mori de l'Aide aux réfugiés de l'Armée du Salut (depuis 2013). (RWo)

Organisation Suisse d'aide aux réfugiés OSAR – Organigramme



Commune d'Arlesheim
Commune de Speicher (AR)
Société coopérative de construction SCC, Widnau
Gysin Tiefbau SA, Hölstein
Fondation Jean Wander
Canton des Grisons
Canton de Schwyz
Canton de Zoug
Fondation Kirschner-Loeb, Zurich
Fondation Lagrev, Zurich
Fonds de loterie du canton de Berne
Machbar Bildungs-GmbH, Aarau
Fondation Otto Erich Heynau, Bâle
Fondation Paul Schiller
Rotzler Krebs Partner Sàrl, Winterthour
Rub Media SA, Wabern

Société suisse d'utilité publique
Société de la Loterie de la Suisse Romande
Spühler Partner Architekten SA, Zurich
Fondation Dr Valentin Malamoud, Coire
Fondation Fredy et Hanna Neuburger-Lande
Fondation Humanitas
Fondation Mercator Suisse
Swisslos canton d'Argovie
The Wyss Foundation
Tozzo SA, Bubendorf
Fondation U.W. Linsi
Ville de Sion

Nous remercions également:
Le Secrétariat d'Etat aux migrations SEM, DFJP, Berne
La Division Sécurité humaine, DFAE, Berne

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Genève

Nous remercions le Secrétariat d'Etat aux migrations SEM pour sa collaboration fructueuse, ainsi que pour les mandats accordés dans les domaines de la représentation des œuvres d'entraide lors des auditions sur les motifs de la demande d'asile, de la coordination du conseil juridique ainsi que de l'organisation de la représentation juridique au centre pilote de procédure d'asile accélérée à Zurich.

Nous souhaitons exprimer notre profonde reconnaissance à celles et ceux qui ont fait un legs à l'OSAR durant l'année écoulée. Un grand merci également à toutes celles et ceux qui ne souhaitent pas être nommés.



**ORGANISATION SUISSE
D'AIDE AUX RÉFUGIÉS**
www.osar.ch

OSAR

Secrétariat général
Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Weyermannsstrasse 10
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75, Fax 031 370 75 00
Compte postal 30-1085-7
www.fluechtlingshilfe.ch
Courriel: info@fluechtlingshilfe.ch

Bureau romand

Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Place Grand-St-Jean 1, 1003 Lausanne
Tél. 021 320 56 41, Fax 021 320 11 20
Compte postal 10-10000-5
www.osar.ch
Courriel: info@osar.ch

Représentation au Tessin

Organizzazione svizzera aiuto ai rifugiati OSAR
rappresentata da SOS Ticino
Via Zurigo 17, 6900 Lugano
Tél. 091 923 17 76, Fax 091 923 19 24
Compte postal 69-7503-1
Courriel: sos.ticino@sos-ti.ch

COMITÉ

Isabelle Bindschedler, Caritas, présidente
Christine Heller, Amnesty International
Martin Engel, OSEO
Antoinette Killias, EPER
Diana Rüegg, VSJF
Paul Mori, Armée du Salut

MEMBRES

Amnesty International

Section suisse
Speichergasse 33,
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 307 22 22, Fax 031 307 22 33
Courriel: info@amnesty.ch

Caritas Suisse

Adligenswilerstrasse 15,
Case postale, 6002 Lucerne
Tél. 041 419 22 22, Fax 041 419 24 24
Courriel: info@caritas.ch

Fondation Armée du Salut Suisse

Laupenstrasse 5, Potfach, 3001 Bern
Tél. 031 388 05 91, Fax 031 382 05 91
E-Mail: fs_heilsarmee@heilsarmee.ch

Entraide protestante suisse EPER

Seminarstrasse 28, Case postale, 8042 Zurich
Tél. 044 360 88 00
Fax 044 360 88 01
Courriel: info@heks.ch

Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO

Secrétariat national des associations régionales
de l'OSEO
Monbijoustrasse 32
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 380 64 74, Fax 031 380 64 65
Courriel: sahososos@sah-be.ch

Union suisse des comités d'entraide juive VSJF

Dreikönigstrasse 49
Case postale, 8027 Zurich
Tél. 044 206 30 60, Fax 044 206 30 77
Courriel: info@vsjf.ch

ORGANISATIONS ASSOCIÉES

Christlicher Friedensdienst cfd
L'Aide aux réfugiés du Liechtenstein
La Croix-Rouge du Liechtenstein
La Croix-Rouge suisse CRS
Le Service Social International SSI

Photo de couverture: «S'isch äben e Mönsch...»: La chorale Montagschor répète depuis septembre 2015 à Zurich. La star lyrique Christoph Homberger et ses amis chantent des chants suisses avec des réfugiés.

© Ursula Markus



**CCP dons:
PC 10-10000-5**